

Yves Citton

Désarmer le lexique guerrier

Nous, Européens, parlons beaucoup de guerre depuis l'invasion de l'Ukraine par les armées de Vladimir Poutine¹. Comme lors des horreurs commises en ex-Yougoslavie dans les années 1990, nous découvrons avec surprise, consternation et sidération, que « cela » peut arriver (près de) chez nous. Dans un livre à paraître prochainement², Deborah Brosteaux analyse avec finesse comment, au cours des dernières décennies, nous avons cultivé une double conscience paradoxale, faisant comme si « notre » monde était durablement en paix, tout en sachant obscurément que de nombreuses et terribles guerres se déroulaient, non seulement « au loin », mais avec l'implication directe de nos gouvernements, de nos armées ou des armes sortant de nos usines (Afghanistan, Iran, Éthiopie, Libye, Soudan, Congo, Liban, Palestine, etc.). Toute discussion sur les conflits armés doit ainsi être mise en perspective de ce que Sony Labou Tansi analysait en 1990 comme une « guerre des mondes », où « l'archipel des nantis » continue à « peser le droit sur une balance à deux poids deux mesures » au lieu d'instituer « la solidarité planétaire » « comme une nouvelle règle d'or du jeu mondial, à côté de la notion très fragile de droit à la puissance³ » – et le fait que Poutine drape ses criminelles exactions dans une rhétorique décoloniale n'enlève pas un iota à la pertinence de cadre posé par l'écrivain congolais.

Il reste que, pour celles et ceux d'entre nous qui se situent dans un continuum rouge-vert habitué à défendre des valeurs démocratiques, internationalistes et pacifistes, l'Ukraine se présente comme un dilemme proprement déchirant, qui clive de nombreux collectifs selon de nouvelles lignes de front. Les uns s'accrochent (désespérément ?) à leurs convictions pacifistes, considérant les généraux, les armées, les budgets militaires, les ventes d'armes et les industries d'armement comme leurs vrais ennemis, d'où qu'ils viennent ; on ne manque pas de les accuser de faire le jeu de Poutine, qui profitera de leur passivité pour écraser la démocratie ukrainienne en la mettant au pas de son régime brutal, colonialiste et liberticide (avant de pousser peut-être sa fortune vers d'autres pays voisins). Les autres estiment que notre monde n'est pas peuplé de bisounours, que face aux puissantes armées de despotes expansionnistes il convient dans l'immédiat de soutenir la résistance des démocraties attaquées, en leur livrant toutes les armes dont elles ont besoin pour repousser leurs assaillants, et que, plus généralement, l'augmentation des budgets militaires est une conséquence malheureuse mais inévitable d'un nouveau désordre géopolitique voué à devenir de plus en plus brutal au fur et à mesure que de nouvelles puissances y nourrissent de nouvelles rivalités, tandis que les ressources en énergie, en matières premières, en technologies et en terres habitables s'y trouvent de plus en plus contraintes ; ceux-là s'exposent à passer pour des va-t'en guerre faisant le jeu des marchands d'armes et hurlant avec les loups d'une droite toujours soucieuse de renforcer le budget et le rôle de l'armée comme garante d'ordre et de sécurité.

¹ Merci à Giuseppe Cocco pour avoir lancé le débat parmi nous. Merci à Marc Saint-Upéry pour l'intelligence de ses objections. Merci au soutien financier du programme NesT MSCA-RISE n° 101007915 (Networking Ecologically Smart Territories).

² Deborah Brosteaux, *Les affects guerriers de la modernité*, à paraître au Seuil, 2025.

³ Sony Labou Tansi, *Encre, sueur, salive et sang*, Paris, Seuil, 2015, p. 144-146.

L'intuition qui anime cet article est que tout est déjà *trop tard* dès lors qu'on se trouve pris de ce type de tenailles. Il est également impossible de refuser assistance (y compris militaire) aux résistants ukrainiens qui meurent pour défendre leurs libertés et de voter l'augmentation de budgets militaires pour protéger l'Europe contre ce(ux) qui nous menace(nt) depuis l'extérieur. Contrairement à l'adage, on ne choisit jamais entre la peste et le choléra : quand la maladie est là, c'est l'un ou l'autre qui vous frappe, sans demander votre avis. Si l'on y survit, la vraie question est : comment contenir la *prochaine* épidémie ? C'est ce qu'essaieront de comprendre les pages qui suivent.

Quand l'arbre de la guerre cache la forêt des conflits

La première précaution à prendre est de déjouer les pièges cachés dans le terme de *guerre*, dont la forte prégnance traumatique confond des réalités d'ordres très différents, qui appellent des traitements différenciés. Parmi toutes les formes de conflits collectifs impliquant des violences léthales, l'anthropologie suggère une première distinction entre les confrontations qui relèvent du *feud* (terme anglais parfois traduit par le vieux français *faide*) correspondant, selon Bruno Boulestin, à « une situation conflictuelle qui oppose deux groupes sociaux dont l'un au moins entretient le désir de se venger d'un tort, réel ou supposé, infligé par un ou plusieurs membres de l'autre, et qui emploie la violence armée comme moyen d'accomplir ce désir », et celles qui relèvent proprement de la *guerre*, correspondant à un « état conflictuel entre deux ensembles distincts de personnes (groupes) qui se perçoivent globalement et réciproquement comme ennemis et entretiennent un rapport social d'hostilité, chaque groupe tentant d'établir sa supériorité sur l'autre par le moyen de la lutte armée⁴ ». Dans les guerres récentes menées par les USA, l'occupation de l'Irak visait directement à l'établissement d'une suprématie politique, tandis que celle de l'Afghanistan semble surtout motivée par une logique (post-9/11) de *feud*.

De telles distinctions sont cruciales pour analyser et mieux comprendre ce qui se joue dans telle situation concrète de conflit, ainsi que pour essayer d'en trouver de formes de prévention ou d'issues plus adéquates. Ce qui se passe en Ukraine est à l'évidence une guerre, si l'on définit celle-ci par la réalité matérielle des tranchées, des bombardements, des carnages et des viols qui s'y déroulent. Mais la dichotomie établie par Bruno Boulestin nous aide à voir que les premières semaines de « l'opération spéciale » avaient pour enjeu la suprématie (caractéristique de la « guerre ») que la Russie prétendait imposer à l'Ukraine en occupant tout son territoire, en renversant son gouvernement démocratiquement élu et en lui substituant des valets de Moscou. Une fois cette tentative de renversement repoussée, la phase actuelle du conflit semble n'avoir pas tant pour objet la suprématie sur l'ensemble du pays, que le positionnement des frontières dans la région du Donbass, qui était déjà en situation de conflit armé depuis plusieurs années, au sein de haines réciproques où la vengeance et le rétablissement d'un équilibre brisé (caractéristiques du *feud*) semblent aussi décisifs que les questions de suprématie.

Pour dissiper un peu le « brouillard de la guerre » qui envenime parfois le conflit en mettant sur le même plan des réalités de natures très différentes entre elles, une deuxième grande distinction relève des *inégalités de niveaux technologiques* dont sont dotées les parties en conflit (inégalités constitutives de la colonisation occidentale du monde). Il est absurde de parler de « guerre » entre Israël et le Hamas (ou le Liban), comme il était inadéquat de

⁴ Bruno Boulestin, « Ceci n'est pas une guerre (mais ça y ressemble) : entre doctrine et sémantique, comment aborder la question de la guerre préhistorique ? », *PALEO*, 30-2 (2020), p. 49. Voir aussi Christophe Darmangeat, « La guerre des concepts », intervention dans le colloque *Le corps de mon ennemi*, Toulouse, 23 avril 2024, sur <https://www.lahuttedesclases.net/2024/07/le-corps-de-mon-ennemi-les-videos-sont.html>.

considérer les USA « en guerre » contre l'Irak. Certes des bombes tombent, des civils sont tués, et les images qui parviennent sur nos écrans évoquent les tragiques scènes de la seconde guerre mondiale. Mais la totale disproportion des capacités militaires entre les parties en conflit devrait imposer l'usage d'un autre mot (par exemple celui de *massacre*) pour rendre compte de l'asymétrie structurelle de ce qui se passe actuellement à Gaza, où les uns sont virtuellement exposés sans défense et meurent en masse, tandis que les autres semblent pouvoir tuer en toute impunité – nourrissant un sentiment de terrible injustice dont il ne faut pas s'étonner que le refoulé fasse retour sous forme d'actions dites « terroristes ».

Une troisième distinction, plus épineuse, mériterait de tenir compte des différences non seulement entre guerre d'agression et guerre défensive mais aussi, plus précisément, entre *ce que l'on s'engage à défendre* en prenant les armes (ou en en fournissant). Est-ce la même chose, face à l'invasion des armées russes, d'exposer sa vie pour défendre la démocratie ukrainienne ou la nation ukrainienne ? Ce n'est certainement pas à moi d'en juger, depuis le confort de mon bureau, d'où il est sans doute profondément obscène de discuter doctement de la guerre alors que, dans les tranchées ou les villes, les populations ukrainiennes vivent dans l'angoisse des bombes, des drones, des violences et des destructions qui les martyrisent quotidiennement. Il est peut-être des cas extrêmes où le nationalisme relève du réflexe de survie collective. Mais il est aussi d'autres cas où la distinction entre un combat contre l'oppression et un combat pour la nation relève d'une importance évidente et cruciale – comme le vivent actuellement de nombreux Russes qui doivent trahir leur nation pour résister à l'oppression.

Combattre l'impérialité (patriotisme & patriarcat)

Si les trois distinctions évoquées plus haut peuvent aider à analyser plus finement les dynamiques guerrières, et à s'y opposer plus efficacement, c'est du côté d'une transformation plus profonde, structurelle, des conditions d'habitabilité et de coexistence sur la planète qu'il faut aller chercher une approche alternative aux impasses et aux tenailles de notre désarroi présent. Les questions de suprématie, d'asymétrie technologique et de nationalisme évoquées à l'instant se trouvent en effet profondément reconfigurées par les menaces écologiques globales à la fois engendrées et confrontées par les modes de production et de consommation de « l'archipel des nantis » depuis le XX^e siècle. Non seulement l'impérialisme européen qui s'était étendu à la surface de la planète depuis le XV^e siècle a atteint les limites extensives de son expansion, mais l'intensification qualitative de sa domination technologique vient elle aussi buter sur des limites que manifestent les phénomènes de dérèglement climatique, d'effondrement de la biodiversité ou d'intoxication de nos milieux de vie.

Les guerres inter-nationales, avec leurs enjeux de suprématie et de souveraineté, si elles sont indéniablement réelles, ne peuvent plus être considérées comme rationnelles. Cette remarque d'hégélien attardé fera certainement sourire : leur irrationalité n'enlève rien à leur tragique réalité, et n'empêche nullement les envahisseurs de commettre les plus atroces crimes qu'on leur connaît. Mais elle devrait au moins refroidir nos élans pour y participer – directement en y risquant notre vie, ou indirectement en aidant les industries d'armement à alimenter leur poursuite.

Comme le relève Mohamed Amer Meziane, les souverainetés nationales sont l'avatar d'une impérialité théologico-politique dont le ressort consiste à se revendiquer d'un pouvoir absolu et transcendant pour organiser hiérarchiquement la cohabitation au sein d'un territoire. Les États-nations et leurs frontières imposent donc un certain mode d'habitation très particulier, dont certaines vertus évidentes (comme l'émergence de formes de liberté et d'auto-détermination collectives en Europe) se paient au prix de fléaux non moins évidents, au premier titre desquels figurent les guerres entre États, mais aussi le traitement inique actuellement imposé aux migrants ou les dommages irréversibles imposés à nos milieux de vie.

Depuis plus d'un siècle, de nombreux mouvements progressistes élaborent des cadres de pensée (et plus rarement d'action) destinés à neutraliser ces fléaux de l'impérialité par des politiques internationalistes. Comme Bertrand Badie dans son nouveau livre, ils soulignent que « l'État a besoin de la guerre pour se construire et la guerre a besoin de l'État pour se renforcer⁵ ». Si les villes ukrainiennes se font bombarder et martyriser, c'est que les cercles poutiniens croient pouvoir affermir leur emprise sur leurs concitoyens en leur faisant imaginer et combattre une « nazification » expansionniste à leurs portes. Si le Donbass est un lieu d'affrontement armé depuis plus d'une décennie, c'est que des revendications nationalistes, de part et d'autre, barrent la route à une solution négociée.

Bien entendu, clamer que l'impérialité et les conflits internes des États-nations sont les causes des guerres internationales ne suffit nullement à les faire disparaître. Dès lors qu'on est agressé, répondre aux bombes par des bombes est sans doute plus réaliste que par des arguties néo-hégéliennes. Pour prévenir les guerres à venir, toutefois, avant qu'il ne soit *trop tard*, la critique de l'impérialité nous sensibilise à ce(ux) qui, dans chaque camp, mobilise(nt) la corde d'un souverainisme leurrant pour jeter de l'huile sur le feu et faire monter l'escalade des hostilités. Le reflux des mouvements internationalistes dans notre conjoncture historique correspond à une montée en visibilité et en puissance des « Patriotes », localisés depuis un siècle à l'extrême-droite du spectre politique. Poutine et Trump sont les premiers d'entre eux, mais on voit leurs clones nationaux monter régulièrement au fil des cycles électoraux. D'où une première question sur l'opportunité de gonfler les dépenses militaires européennes (appelées de leurs vœux par tous les « Patriotes ») : à quoi bon mettre des milliards à dissuader Poutine d'envahir l'Europe, si les restrictions budgétaires dans l'éducation, l'information, la protection sociale et civile (justifiées par la priorité des dépenses d'armement) conduisent à instaurer des régimes poutiniens à la tête de nos nations ?

Renverser l'écologie de guerre

Malgré un long demi-siècle d'avertissements sur la question écologique, nous peinons encore à prendre la mesure de la totale reconfiguration de nos problèmes économiques, sociaux et géopolitiques induite par le ravage de nos milieux de vie, ravage opéré par et au nom des États-nations au sein du capitalisme globalisé. Même si quelques ouvrages récents commencent à explorer le complexe nœud de relations qui pourrait nous conduire à parler d'« écologie de guerre⁶ », les activités militaires restent le grand impensé – et le grand in-compté – de nos réflexions écologiques. Même si les données sont souvent dissimulées par les institutions militaires sous le sceau du secret d'État, quelques estimations sont parlantes :

- « la militarisation est l'activité humaine la plus écologiquement destructive ». Aux USA, depuis 1940, « 50 cents de chaque dollar d'impôt fédéral a été dédié à des dépenses militaires, diminuant de moitié les sommes consacrées à l'éducation, à la santé, à la lutte contre la pauvreté et pour la protection de l'environnement⁷ » ;

- selon les pays, entre un quart et la moitié de la consommation de kérosène est dédiée aux hélicoptères et avions de chasse⁸ ;

⁵ Bertrand Badie, *L'art de la paix*, Paris, Flammarion, 2024, p. 29.

⁶ Cédric Durand & Razmig Keucheyan, *Comment bifurquer. Les principes de la planification écologique*, Paris, Zones, 2024 ; Pierre Charbonnier, *Vers l'écologie de guerre*, Paris, La Découverte, 2024.

⁷ Kenneth Gould, « The Ecological Costs of Militarization », *Peace Review: A Journal of Social Justice* 19 (4), 2007, p. 331.

⁸ Michael Renner, « Assessing the Military's War on the Environment », in A.K. Tripathi & V.B. Bhatt (ed.), *Changing Environmental Ideologies*, New Delhi, Ashish Publishing, 1992, p. 96.

- « si l'armée états-unienne était une nation, elle serait à elle seule le 47^e plus gros émetteur de gaz à effets de serre, quelque part entre le Pérou et le Portugal, en n'incluant que sa consommation directe d'énergies fossiles⁹ »

- « les armées des divers États sont responsables de 5,5 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre, ce qui leur donnerait l'empreinte carbone du quatrième pays du monde, supérieur à celui de la Russie¹⁰ » ;

- le Département de la défense états-unien « génère 500 000 tonnes de déchets toxiques par an, davantage que l'ensemble des cinq plus grandes compagnies de l'industrie chimique nationale, et l'on estime que la plus grande quantité de déchets chimiques du monde est le fait des activités militaires¹¹ » ;

- ces chiffres n'incluent pas les multiples dommages collatéraux des opérations militaires, des transports logistiques, des pratiques d'entraînement, de la maintenance des arsenaux, de la production d'armement, des occupations de sol, des pollutions, avec des millions de tonnes de mines, de produits toxiques, de déchets nucléaires générés par et en marge des activités militaires¹².

La réponse d'un haut gradé de l'armée états-unienne à une question posée sur cet impact écologique met pleinement à jour la profonde déraison de la logique des guerres nationales : « Notre affaire, c'est de protéger la nation, pas l'environnement¹³ ». Comme si une nation pouvait prospérer une fois que son environnement (proche ou lointain) a été ravagé.

La bifurcation écopolitique – telle par exemple que l'appelle de ses vœux Bruno Latour dans ses derniers écrits – ne peut pas continuer à faire l'impasse sur ces réalités. Défendre l'ordre militaire des nations n'est pas moins déraisonnable que sacrifier l'écologie aux diktats de l'économie. D'où une deuxième question : dans le meilleur usage de nos ressources financières européennes limitées, la priorité doit-elle être d'enrichir les marchands d'armes dans l'hypothèse d'une agression russe ou chinoise (certes possible, mais pas forcément probable, et encore moins certaine) – plutôt que d'investir enfin les sommes indispensables à la bifurcation écologique (au Nord et aux Suds), dont on ne reporte indéfiniment l'exécution qu'en s'exposant à une menace certaine de destructions massives, concernant des dizaines de générations à venir ?

Comme la finance capitaliste et l'économie extractiviste, les Patriotes, les armées et les industries d'armement – les « nôtres » comme celles de « nos ennemis » – sont à considérer comme des obstacles à renverser, des communs négatifs à démanteler, des champs de mines à déminer. À ce titre, on ne saurait ni les ignorer, ni prétendre les éliminer d'un trait de plume, encore moins les éradiquer. Si écologie de guerre il doit y avoir, cela doit être *une écologie du démantèlement des infrastructures génératrices de guerre*¹⁴. Ni prôner benoîtement la paix face

⁹ Oliver Belcher et al., « Hidden carbon costs of the 'everywhere war': Logistics, geopolitical ecology, and the carbon boot-print of the US military », *Transactions of the Institute of British Geographers*, 45 (1), 2020, p. 65-80.

¹⁰ Conflict & Environment Observatory, « New estimate: global military is responsible for more emissions than Russia », November 10, 2022, <https://ceobs.org>.

¹¹ Andrew K. Jorgenson & Brett Clark, « The temporal stability and developmental differences in the environmental impacts of militarism: the treadmill of destruction and consumption-based carbon emissions », *Sustainability Science*, vol 1 (11), 2016, p. 507.

¹² Conflict & Environment Observatory, « Conflict & Environment Observatory, How does war damage the environment? », June 4, 2020 ; pour une analyse de la situation en Ukraine, voir <https://ceobs.org/countries/ukraine/>.

¹³ Cité dans Michael Renner, « Assessing the Military's War on the Environment », art. cit., p. 119. Sur ces questions, voir le nouveau livre de Amitav Ghosh, *La Malédiction de la muscade*, Marseille, Wildproject, 2024, chap. 10, ainsi que l'article de Dipesh Chakrabarty, « La planète et la guerre », *Les temps qui restent*, n° 1, 30 mars 2024.

¹⁴ Voir sur ce point la majeure « Communs négatifs » du n° 93 (2023) de *Multitudes*.

aux armées qui vous envahissent, ni répondre symétriquement à la guerre par la guerre – mais bricoler une troisième voie qui mette en place, précautionneusement et par la négociation, à la fois les moyens futurs de prévenir les guerres (autant que possible) et les moyens présents de se défendre de l’oppression militaire (imposée par les agressions ennemies).

Fugitivité, hétéropolarité et résistances *low tech*

Le courant de pensée dans lequel s’inscrit *Multitudes* a de tout temps valorisé la fuite (exil, marronage) comme moteur majeur (quoique discret et largement discrédité) des transformations sociopolitiques. L’opinion commune veut que lorsque les courageux s’engagent dans la confrontation verbale (*voice*) ou armée (résistance), les peureux s’enfuient lâchement (*exit*). Si de tels choix binaires sont parfois impossibles à esquiver, toute une tradition de pensée a mis en lumière les potentiels subversifs and transformateurs des différentes formes de fugitivité (Yann Moulier Boutang, Stefano Harney & Fred Moten, Dénétem Touam Bona, Akwugo Emejulu). Qui, hormis des « Patriotes », blâmera les Russes fuyant le despotisme poutinien, les Ukrainiens fuyant les bombardements, ou les Arméniens quittant le Haut-Karabagh occupé par l’Azerbaïdjan ? Qu’auraient gagné ces derniers à se sacrifier dans un bain de sang ? Sous le nom de désertion, la fugitivité est sans doute le plus grand ennemi des institutions militaires – qui la punissent cruellement. Si celles-ci sont nos vrais ennemis, la désertion est peut-être notre alliée.

Mais peut-être pas. Car ici aussi, la double contrainte de l’extension planétaire de l’impérialité nationaliste et des menaces environnementales amputant l’habitabilité de nos environnements risque bien de changer la donne, en restreignant les réponses possibles à la question où *fuir* ? D’où la nécessité d’imaginer des façons de *lutter contre les armées dans les guerres au sein même d’un monde en guerres* (auquel on ne pourra pas vraiment échapper). (Par ailleurs : l’autre nom de cette « fuite-désertion » ne serait-il pas « nettoyage ethnique » ? Netanyahu et ses colons rêvent sans doute de voir les Palestiniens « désertir enfin la Palestine... »)

L’un des arguments massues des accusations portées contre les positions pacifistes qui rechignent à multiplier les livraisons d’armes à l’Ukraine repose sur un double pilier : d’une part, prendre acte des transformations en cours dans l’ordre du monde (passant d’une situation d’hégémonie occidentale à une structure « multipolaire ») ; d’autre part, reconnaître le besoin impératif de limiter le chaos de cette transformation en s’accrochant à tout prix au respect des frontières actuelles. Laisser Poutine s’approprier le Donbass, ainsi va cet argument, serait permettre à tous les tyrans et démagogues de la planète d’envahir impunément leurs territoires mitoyens (pour les « nettoyer ethniquement ») à la première occasion. Une telle faiblesse ne ferait qu’engendrer une prolifération incontrôlable de guerres, à l’opposé exact de ce que souhaitent les pacifistes.

Ce raisonnement est très difficile à réfuter. Qu’on regrette l’ordre impérial régi depuis Washington, ou qu’on se réjouisse des réajustements imposés par un ordre multipolaire, la perspective d’une multiplication des conflits locaux, cautionnée par la chute du tabou de l’intangibilité des frontières, a de quoi effrayer. Les esprits chagrins rappelleront qu’Israël occupe et colonise depuis des décennies des territoires qui ne lui appartiennent pas, que l’invasion du Haut-Karabagh ne semble déranger personne, ou que l’annexion du Sahara occidental par le Maroc vient d’être officiellement validée par le Président Macron... Mais c’est peut-être plus radicalement le cadre même de nos analyses géopolitiques qui mérite d’être reconfiguré pour nous permettre d’affronter les défis du présent et de l’avenir sans s’abîmer dans les horreurs autodestructrices des fausses solutions guerrières.

James Der Derian propose depuis une quinzaine d’années d’aborder les relations inter- et intra-nationales à partir d’une conception, non pas seulement multipolaire, mais *hétéropolaire*.

Il désigne par là un enchevêtrement où « l'on a une si large gamme d'acteurs, si différents entre eux, qui amplifient leurs messages et leurs actions par l'accès aux réseaux, et qui opèrent simultanément à travers de multiples niveaux de pouvoir (individuels, locaux, municipaux, urbains, étatiques et systémiques), que l'on doit nécessairement adopter des méthodes hétérodoxes¹⁵ ». Daryl Copeland reprend cette notion pour définir l'*hétéropolarité* comme « un système-monde émergeant dans lequel des États et des groupes d'États dérivent leur pouvoir relatif et leur influence de sources hétérogènes – sociales, économiques, politiques, militaires, culturelles. Les vecteurs disparates qui empuissentent ces pôles hétérogènes sont difficiles à comparer et à mesurer¹⁶ ».

Les complexes militaro-industriels (plus ou moins) nationaux continuent (et continueront certainement) à jouer un rôle central dans les conflits à venir – avec, comme le relèvent Michael Hardt et Sandro Mezzadra à propos d'un « régime global de guerre », une « militarisation du champ social » qui prend la triple forme d'une « répression des dissidents », d'un « ralliement autour du drapeau » et d'une « exigence renforcée d'obéissance à l'autorité¹⁷ ». Mais l'hétéropolarité invite à imaginer d'autres modalités de résistance à l'oppression intérieure comme aux agressions extérieures. Combattre l'armée russe avec des arsenaux *high tech* reçus de l'OTAN est peut-être la meilleure façon de s'opposer à l'agression poutinienne – seuls les Ukrainiens et les Ukrainiennes sont en position de décider de cela. Mais en prévention et en prévention des conflits à venir, avant qu'il ne soit *trop tard*, l'adaptation à un monde hétéropolaire sous fortes contraintes écologiques peut appeler des réponses sensiblement différentes.

À titre d'exemple, il est éclairant d'évoquer ici les développements consacrés par Jairus Victor Grove, dans son ouvrage *Savage Ecology. War and Geopolitics at the End of the World*, au rôle joué par les *IEDs* (*Improvised Explosive Devices*) durant les récentes guerres d'Irak et d'Afghanistan. Ces bombes artisanales ont été bricolées par les combattants locaux, à partir de la récupération de matériels militaires usagés ou recyclés. Des explosifs sont branchés sur des senseurs et déposés sur les routes incessamment parcourues par les convois états-uniens ou gouvernementaux, endommageant fortement les opérations logistiques de l'armée la plus puissante du monde et entraînant des pertes humaines considérables. On estime que « les *IEDs* sont responsables de la moitié des décès et des blessures de combat durant la campagne d'Irak, et de 30 % des morts et de 50 % des blessures en Afghanistan¹⁸ ». Sur ces terrains de guerres a priori conventionnelles (avec invasion terrestre, bombardements aériens, et lutte pour la suprématie), l'hétéropolarité voit s'affronter des acteurs dont les ressources, les modes d'organisation, les agendas et les techniques opératoires sont radicalement hétérogènes. En cinq ans, de 2006 à 2011, le cours de la guerre d'Afghanistan a été complètement bouleversé par l'usage d'*IEDs* bricolés en *low tech* à partir de câbles, de piles, de circuits intégrés et autres déchets électroniques récupérés dans des décharges, branchés sur des explosifs souvent eux-mêmes recyclés de matériaux abandonnés, volés ou non explosés lors d'opérations antérieures – comme l'indiquent les quelques chiffres suivants :

Année	Attaques par <i>IEDs</i>	Soldats US tués	Soldats US blessés	Soldats US en mission	Budget opéra- tions anti- <i>IEDs</i>	Budget militaire annuel
2006	797	41	279	20 300	3 770 mio \$	14 189 mio \$
2011	16 554	252	3 542	100 000	3 460 mio \$	96 588 mio \$

¹⁵ James Der Derian, entretien, <https://www.e-ir.info/2016/08/05/interview-james-der-derian/>, 2016.

¹⁶ Daryl Copeland, *Guerrilla Diplomacy* blog, 16 janvier 2012.

¹⁷ Michael Hardt & Sandro Mezzadra, « A Global War Regime », *New Left Review*, 9 mai 2024.

¹⁸ Jairus Victor Grove, *Savage Ecology. War and Geopolitics at the End of the World*, Durham: Duke University Press, 2019, p. 133.

L'asymétrie des capacités technologiques (les armements les plus développés, bardés d'informatique, contre des bidouillages de récupération) et des budgets (96 milliards de dollars contre une économie du glanage) s'est trouvée retournée au profit des acteurs les moins bien dotés. Il ne s'agit bien entendu pas ici de mettre sur un pied d'égalité morale les démocrates ukrainiens et les Talibans oppresseurs de femmes, seulement de rappeler que les diverses résistances afghanes ont fini par faire reculer les deux armées les plus puissantes et les mieux financées de leur époque (URSS 1979-1989 et USA 2001-2021). (*Mais : n'est-il pas illusoire de vouloir comparer les montagnes afghanes avec les plaines ukrainiennes ? Les tactiques de résistance sont écologiques, au sens où elles dépendent fortement de leur environnement.*) Cet exemple d'hétéropolarité illustre le fait qu'une opération militaire d'invasion territoriale peut être enrayée, paralysée, et finalement repoussée, à partir de tout autre chose qu'une surenchère d'armes *high tech* gonflant les profits et affermissant le pouvoir des complexes militaro-industriels. (*Mais : dans les années 1770, la Yougoslavie de Tito a essayé de distribuer les capacités de résistance armée à travers un système endémique de défense autogestionnaire décentralisée. Les guerres civiles inter-ethniques des années 1990 n'en sont-elles pas le résultat ?*)

Désarmer le lexique guerrier

Les alternatives (fugitives, *low tech*, asymétriques) de résistances hétéropolaires aux agressions militaires ont été mises valeur (et en pratique) dès les premières formulations des positions pacifistes et anarchistes. Enseigner aux populations des tactiques simples et efficaces de résistances (passives ou actives) est peu coûteux, peu dommageable à l'environnement et favorable à l'empuissantement des multitudes. (C'est bien pour cette raison que les États-nations ancrés dans l'impérialité transcendante se gardent de les répandre parmi leurs sujets.) D'où une troisième question : si les Européens ont peur (peut-être à raison) d'une invasion poutinienne, pourquoi ne distribuent-ils pas à tous les ménages de l'UE le fameux *Manuel de la CIA* diffusé au Nicaragua durant les années 1980 pour inviter la population à saboter l'infrastructure et l'administration du pays dirigé par les révolutionnaires sandinistes¹⁹ ?

Encore une fois, toutes les situations post-agression dont il est question ici sont non seulement discutables, mais proprement inextricables (parce que prises *trop tard*), indécidables ailleurs que sur le terrain concret des conflits. D'un point de vue plus général, le plus important n'est pas de gagner la guerre – le seul fait de son déclenchement est déjà un échec – mais bien de prévenir son explosion. L'art de la paix – auquel nos sociétés ne consacrent virtuellement aucune ressource, alors qu'elles déversent des milliers de milliards dans les poches des marchands d'armes – n'est pas tant à envisager comme un art de la négociation visant à mettre fin à une guerre, que comme *un art de la désescalade*, chargé d'empêcher les parties en conflit de sombrer dans l'agression militaire.

Si les « Patriotes » de tout poil semblent aujourd'hui avoir le vent en poupe dans « l'archipel des nantis », l'intime collusion du patriotisme avec le patriarcat pourrait bien voir le premier s'éroder au fur et à mesure que les luttes féministes gagnent elles aussi du terrain contre le second. Historiquement et anthropologiquement, impérialité et guerre semblent être en fonction directe du taux de testostérone. La « culture de la guerre », bien mise en valeur par certains travaux sur la période 1914-18, est sans doute notre principal ennemi, à combattre en tous lieux et en tous temps, exactement au même titre que la « culture du viol » ? C'est peut-être du côté des mouvements féministes qu'un art de la paix et de la désescalade trouvera à se nourrir – non bien entendu parce que « les femmes » seraient « naturellement » douces et

¹⁹ *Manuel de sabotage* édité par la CIA, Éditions Clandestines, 2003, téléchargeable sur <https://infokiosques.net/spip.php?article636>. Voir aussi https://fr.wikisource.org/wiki/Manuel_de_sabotage_simple_sur_le_terrain.

pacifiques, mais parce que le démantèlement de la culture de la guerre a tout à apprendre de celui de la culture du viol²⁰, au sein de ce que Jules Falquet cartographie comme un « continuum de la violence²¹ ».

Et au sein d'un tel continuum, nous devrions commencer par nous méfier de la façon même dont nous nous référons à la guerre et dont nous mobilisons le lexique guerrier. Ce dossier de *Multitudes* s'efforce d'analyser les guerres « littérales » (où des armées ravagent des vies et des territoires par l'usage massif d'armes destructrices), plutôt qu'à répertorier tout ce qui a été récemment affublé d'un vocabulaire polémologique (guerre contre la drogue, la pauvreté, le COVID, etc.). Si l'on veut prévenir les guerres réelles, il faut toutefois s'interroger sur la propension de certains discours et de certains politiciens à se gargariser de métaphores guerrières à tout propos. Dans sa belle rubrique de « reporter de paix », Frédéric Neyrat relevait l'accumulation de réarmements pullulant dans les vœux présentés par Emmanuel Macron le 31 décembre 2023 : « "réarmement économique", "réarmement de l'État et de nos services publics", "réarmement civique", "réarmement industriel, technologique et scientifique", "réarmement de la Nation face au dérèglement du monde", "réarmement de notre souveraineté européenne face aux périls"²² » – sans compter le « réarmement démographique » évoqué quelques mois plus tard. D'où une quatrième et dernière question : et si parler à tout propos le langage de la guerre, c'était déjà en frayer le chemin dans la réalité ?

La meilleure réponse aux tendances bellicistes réclamant un réarmement tous azimuts, dont ne peuvent profiter que les « Patriotes », les généraux et les marchands d'armes, est sans doute à chercher du côté des *pratiques de désarmement*, telles qu'elles sont revendiquées par les Soulèvements de la Terre appelant à désarmer les infrastructures écocidaires²³, ou par Frédéric Neyrat, dont « le reporter de paix cherchera à documenter les actions visant à désarmer ». Désarmer avant l'éclatement du conflit, plutôt que saboter après l'occupation. Désarmer en multipliant les efforts et les pratiques de désescalade, et en commençant par désarmer le lexique de la guerre, dont la force performative nous entraîne malgré nous dans les spirales militarisantes. Comme le dit encore Frédéric Neyrat, « la politique des désarmés ne pourra être qu'une politique désarmante. [...] Désarmant comme, du même nom, dégagé de la peur, un sourire²⁴. »

²⁰ Voir Noémie Renard, *En finir avec la culture du viol*, Paris, Les Petits Matins, 2018.

²¹ Jules Falquet, « Le quadruple continuum des violences. Apports féministes matérialistes et décoloniaux à l'analyse de la violence, à partir des féminicides en Abya Yala » in Lydie Bodiou et al., *On tue une femme. Histoire et actualités du féminicide*, Paris, Hermann, pp 129-148. Voir aussi la majeure de *Multitudes* consacrée à la « Justice transformatrice », n° 88 (2022), ainsi que le livre d'Elsa Deck Meursault, *Faire justice*, Paris, La fabrique, 2023.

²² Frédéric Neyrat, « La politique des désarmés », *Les Temps qui restent*, n° 1, 14 mars 2024, <http://lestempsquirestent.org/fr/numeros/numero-1/la-politique-des-desarmes>.

²³ Les Soulèvements de la Terre, *Premières secousses*, Paris, La fabrique, 2024.

²⁴ Frédéric Neyrat, « La politique des désarmés », art. cit.